



**CSAL du 11 juillet 2024
DECLARATION LIMINAIRE**

« Suspension de participation aux réunions institutionnelles locales »

Monsieur le Président,

La période électorale qui vient de se terminer n'est en rien banale. Même si l'arrivée de l'extrême droite est écartée, sa progression et l'ancrage de ses idées, tant dans la société que dans les territoires, sont un véritable danger. Le fait que le Nouveau front populaire ait le plus grand nombre de députés est à mettre au crédit de la population et des forces du mouvement social dans toutes leurs composantes. Le président de la République est attendu pour présider autrement et écouter enfin les électeurs et électrices !

Le retour à la «normale» sera probablement long, tant les divisions qui traversent le pays sont immenses, tant la haine de l'autre, le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme semblent désormais ancrés durablement. Les premiers responsables de cette situation sont évidemment les gouvernements de ces dernières décennies qui n'ont eu de cesse de mettre en œuvre des politiques toujours plus libérales les unes après les autres, fracturant la société et mettant de côté une grande partie de la population en détruisant entre autres les services publics gages de cohésion sociale et d'égalité. Des politiques qui ont aussi créé des boucs émissaires et qui ont diabolisé les partis d'extrême-droite en les considérant comme des partis comme les autres.

Depuis des années la CGT Finances Publiques alerte des conséquences de ces politiques en dénonçant entre autres la casse du Service Public et particulièrement celle de la DGFIP, sa déshumanisation avec la dématérialisation à tout prix créant ainsi une population de seconde zone, tant en milieu rural que périurbain, les oubliés de tout.

En Guadeloupe, les populations les plus fragiles sont les premières victimes des politiques antisociales des décisions gouvernementales prises depuis Paris. La CGT Guadeloupe et particulièrement le Syndicat des Agent(e)s des Finances Publiques est en première ligne pour connaître de la destruction des services publics dans tout le pays Guadeloupe. Aujourd'hui, nombre de nos territoires n'ont plus d'hôpitaux, plus de présence réelle de la DGFIP. Marie-Galante en est un exemple criant. Cela doit cesser. Et l'espoir doit renaître, pour des millions de Français, de Guadeloupéens et Guadeloupéennes de pouvoir mieux se soigner, mieux vivre les fins de mois, grâce au programme commun de la Gauche. La CGT s'est emparée des élections législatives,

pour éviter le pire à notre nation, en faisant front contre le rassemblement national. La CGT sera vent debout, pour à présent, exiger que ses revendications pour les salariés et fonctionnaires de ce pays soient entendues.

Avec un nombre historique de députés du Rassemblement National n'ayant que la haine à la bouche, sachez Monsieur le Président, que notre colère aujourd'hui est grande, très grande, face aux pouvoirs publics, aux politiques publiques qui n'ont, ces dernières décennies, servi les intérêts que d'une minorité en oubliant l'intérêt général! Assez de regarder vers les plus riches pour consolider leurs richesses. Maintenant, il faut partager les richesses de ce pays, plus équitablement. Il faut permettre à chaque française et à chaque français de vivre dignement de son travail. Il faut protéger les plus fragiles de ce pays, sans catégoriser les français entre eux.

Dans ce contexte inédit, où un Président de la République refuse, pour l'heure, d'appeler à gouverner, le nouveau front populaire, pourtant, sorti en tête des élections législatives, il ne nous semble pas possible d'examiner aujourd'hui les sujets proposés à l'ordre du jour de ce CSAL.

L'inévitable changement de gouvernement, qui impactera aussi Bercy, doit donc être accompagné d'une pause dans toutes les réformes, ce qui inclut bien évidemment le projet de la semaine de travail en 4 jours, hâtivement initié à la DGFIP, mais aussi le NRP, le flex office, etc.

Il nous semble important de suspendre partout l'ensemble du dialogue social institutionnel, jusqu'à la clarification de la situation politique, ce qui nous permettra d'établir les priorités, dans l'intérêt partagé de la DGFIP et de ses agents.

En toute cohérence avec notre déclaration, nous ne siégerons donc pas à ce CSAL.

Basse-Terre,
Jeudi 11 juillet 2024

Les élus CGT en CSAL

Bertin CHENILCO, Steeven FREDERIC, Cécile BLONDIN, Alyette BEAUJOUR,
Faten THEZENAS, Frédéric TURLET, Régine DRACON, Céline DOUCHEMENT,
Cathia ARISTEE, Anthony BANDO